



Communiqué de fédérations syndicales de La Poste

La Poste est actuellement à la croisée des chemins. Les profondes transformations qui sont à l'œuvre dans l'entreprise touchent l'ensemble des personnels. Et force est de constater que, pour ces derniers, ces évolutions ne se font pas sans douleur. Le taux de productivité est en augmentation dans tous les métiers. C'est y compris le cas à la distribution, malgré la baisse des volumes du courrier. Entre autres conséquences, les arrêts maladie continuent d'augmenter, les risques psycho-sociaux également. C'est évidemment le cas à l'exécution, où les agents prennent de plein fouet la dégradation des conditions de travail et sont confrontés à une perte de sens de leurs métiers, mais aussi chez les cadres supérieurs et les cadres. Ces derniers se trouvent souvent placés entre le marteau et l'enclume, entre des injonctions venues d'en haut et un manque de moyens de plus en plus criant.

Le climat social à La Poste est donc loin d'être au beau fixe, c'est peu de le dire. La presse s'en est d'ailleurs, encore récemment, fait l'écho. A cela s'ajoute un durcissement de plus en plus marqué d'un dialogue social qui n'en a bien souvent que le nom. Dans bien des cas nous, organisations syndicales, nous voyons opposer une simple fin de non-recevoir quand nous défendons les revendications des personnels et des conditions de travail acceptables. C'est le cas tant à l'échelle nationale que territoriale ou locale. Les directions de La Poste considèrent qu'elles négocient quand des réunions se tiennent, indépendamment de leur contenu, c'est le nombre qui compte. Cette absence de réelles négociations, ce refus du dialogue, jusque dans les CHSCT et les CT, cette absence de marge de manœuvre ne sont évidemment pas pour rien dans la multiplication des conflits, en particulier à la distribution. Mais, là aussi, La Poste ne se départit pas de son attitude de blocage. C'est ce positionnement qui explique que les grèves sont de plus en plus longues. Les directions attendent le plus souvent des jours, voire des semaines avant d'accepter ne serait-ce qu'un cadre de négociation, ce qui témoigne d'une réelle volonté d'enlisement des conflits.

Au-delà d'appréciations différentes sur l'évolution de l'entreprise, nos organisations partagent donc un même constat (nous avons pu le vérifier lors de l'intersyndicale nationale qui s'est tenue le 4 juillet). Nous avons d'ailleurs, chacun de notre côté et à plusieurs reprises, tiré la sonnette d'alarme. Aujourd'hui nous pensons que l'action commune est non seulement nécessaire, mais aussi possible. Elle s'exprime d'ailleurs sur le terrain. Des contacts entre équipes syndicales sont pris dans des services et dans des départements. Ils se traduisent à plusieurs reprises par des grèves unitaires, au niveau des PIC du Réseau et aussi à la distribution. La mise en place des îlots, touche non seulement aux conditions de travail, via la remise en cause des collectifs de travail, mais également au cœur du métier de facteur, avec la séparation des activités de tri et de distribution et l'installation forcée de la pause méridienne, souvent si mal vécue par les facteurs.. Or cette mise en place, contestée par les agents, est menée à la hussarde. Le dogmatisme postal est, ici aussi, de mise. Il n'est guère étonnant, dans ce contexte, que des grèves éclatent un peu partout. L'été n'est pas synonyme de paix sociale.

Nous, fédérations syndicales de La Poste, nous adressons à nos équipes syndicales. Nous pensons que, pour être efficace, l'unité doit se faire à tous les niveaux. La période estivale peut être mise à profit pour que les militant·e·s de nos organisations commencent à se rencontrer, au niveau des sections syndicales comme des structures départementales ou régionales, pour dégager des pistes d'action commune. Une nouvelle intersyndicale nationale aura lieu le 4 septembre, à l'issue de laquelle nous comptons bien donner des perspectives nationales à la hauteur de la situation.